

transform!

Réseau européen pour une pensée alternative et un dialogue politique

newsletter 19 mars 2013

Depuis décembre 2009, la newsletter de **transform! europe** est publiée une fois par mois. Elle contient des informations portant sur les activités de notre réseau, de ses membres et de ses membres observateurs ainsi que sur les initiatives importantes des mouvements sociaux auxquelles nous participons.

C'est bientôt ! Athènes, 7-8 juin

Onze semaines avant l'Alter Summit

Auteur Maxime Benatouil

Réunis à Bruxelles le 15 et 16 mars, les membres du réseau de l'Alter Summit regroupant des mouvements sociaux, des syndicats et des organisations non gouvernementales, ont fait un pas en avant important dans la tentative de créer un mouvement social européen. Dans onze semaines, tous ceux qui militent pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe, auront les yeux braqués sur Athènes, où de nombreux événements sont prévus les 7 et 8 juin.

Le choix d'organiser des événements appelant à une autre Europe en Grèce a une importance cruciale. Pendant trois ans, le pays a été un laboratoire des politiques d'austérité dictées par la Troïka. Le temps est venu pour en faire le laboratoire d'une nouvelle vision européenne plaçant la solidarité et les besoins des populations au premier plan et reprendre la question de la refondation de l'Union européenne sur de nouvelles bases.

Le 7 juin, une grande assemblée se réunira au Stade de la Paix et de l'Amitié à Athènes. Des milliers de militants et de citoyens engagés de Grèce et de toute l'Europe sont attendus pour prendre connaissance du « Mémoire des peuples ». Ce texte s'appuie sur une discussion longue et fructueuse des composantes du réseau de l'Alter Summit et exprime leurs vues communes sur ce que devrait être la réorientation de l'Europe dont on a tant besoin. Plus tard dans la soirée, un événement culturel international s'inspirant d'une forte solidarité avec les luttes sociales et politiques du peuple grec sera proposé aux participants et contribuera à diffuser le message politique de manière stimulante.

La journée suivante sera principalement consacrée aux échanges de pratiques et d'idées sur des sujets particuliers qui intéressent l'Europe : le danger de l'extrême droite, la justice sociale et environnementale, le féminisme face à l'austérité, quelle démocratie pour l'Europe ? Etc. Ces

échanges auront lieu au cours d'assemblées et devraient aider à définir comment développer un large mouvement social européen. On donnera une place plus grande aux militants de base de l'Europe du Sud car ils ont souffert le plus des rudes conséquences de l'austérité. La présentation de leurs résistances quotidiennes jouera un rôle central et contribuera donc au développement d'un sens plus grand de solidarité chez les participants venant du Nord. En tout début de soirée, une manifestation de masse portera les messages de l'Altersummit à travers Athènes. C'est une occasion d'attirer l'attention au niveau européen et, en même temps, de donner de l'espoir en combattant l'idée beaucoup trop répandue selon laquelle il n'y aurait aucune alternative.

Au cours des prochaines semaines, il sera important de faire mieux connaître l'Altersummit dans les pays européens et en particulier de faire le lien avec les luttes en cours et les forces qui pourraient partager ses objectifs. Plusieurs outils seront disponibles : un tract, un Appel et le site Web : www.altersummit.eu **Hommage**

Dernière interview du penseur qui a étudié le plus profondément la « question sociale ».

Robert Castel, 1933-2013

Le sociologue est décédé à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Il était directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS). Il est l'auteur des Métamorphoses de la question sociale et a marqué la sociologie.

Nous publions ici une interview réalisée à la fin du mois de février et que Robert Castel a validée une semaine avant sa mort.

Dans vos travaux, vous décrivez une « grande transformation » comme passage du capitalisme industriel au capitalisme financier. Est-elle achevée ?

Robert Castel. Il est toujours aventureux de prévoir l'avenir. Les sociologues ne sont pas des prophètes. Ils essaient de comprendre les changements et, peut-être, d'extrapoler le sens dans lequel ils vont. Dire « ce sera comme ça » me paraît dangereux. Ce n'est pas un hasard si j'ai intitulé mon avant-dernier ouvrage la Montée des incertitudes. C'était une façon de qualifier la grande transformation en cours depuis une trentaine d'années. Auparavant, il était très répandu de penser que demain serait meilleur. Seule une minorité de gens a maintenant cette espèce d'optimisme. Les sondages d'opinion montrent que beaucoup de Français ont une vision plutôt pessimiste. Pour autant, les choses sont incertaines, et en un sens heureusement : on ne peut pas affirmer avec certitude que « tout fout le camp ». Le pire de l'avenir n'est pas certain.

Avec le capitalisme industriel, un compromis s'est établi dans les rapports sociaux : ce que vous avez appelé la « société salariale » basée sur la « propriété sociale » ?

Robert Castel : Dans les années 1960, un équilibre relatif a été atteint. Ce n'était pas quelque chose de merveilleux. Beaucoup de baratin a été fait sur les « Trente Glorieuses ». Il persistait de grandes inégalités. Il y avait des injustices pas très reluisantes et des épisodes peu glorieux comme les guerres coloniales. Néanmoins, un certain équilibre a pu être trouvé entre, pour aller très vite, les intérêts du marché et ceux du travail. Ce n'était pas idyllique mais cela a

assez bien fonctionné. Cette période qui a succédé à la Seconde Guerre mondiale a permis le développement du droit du travail, de la protection sociale et de l'économie. À partir des années 1970, on a commencé à parler d'une crise, d'abord considérée comme provisoire dans l'attente de la reprise...

Aujourd'hui, ce sont moins de protections sociales, de droits sociaux, de santé, de sécurité. Où est passé le compromis ?

Robert Castel : Il faut avoir une certaine méfiance vis-à-vis d'un discours hyper-catastrophiste. Le capitalisme industriel avait commencé à s'instaurer d'une manière sauvage au regard de la situation des prolétaires du début du XIXe siècle. Le compromis établi est toujours en vigueur. Nous sommes dans une dégradation de la situation. La question est de savoir jusqu'où cette dégradation ira-t-elle ?

Prenant les exemples de la Révolution française et de Mai 68, vous préférez parler de « métamorphose » ?

Robert Castel : Les dynamiques de changement sont extrêmement complexes. L'histoire ne progresse pas de façon unilatérale en permanence. La sociologie, ce n'est pas les mathématiques. Les mots ont leur importance et sont bien définis. Une métamorphose est une conciliation, un accrochage, une synthèse entre le « même » et « l'autre ». Ce n'est pas nécessairement parfait, ni extrêmement précis, mais c'est au moment où il y a du « même » et du « différent ». L'histoire, ce qui advient, est quelque chose qui fait date, qui fait rupture. Cela amène de l'innovation par rapport à une situation antérieure. On invente mais on n'invente pas tout. On ne repart pas de zéro. Au contraire, on reprend.

Cette idée de « métamorphose » justifie une posture de « critique sociale » ou de « sociologie critique ». En quoi la société est-elle critiquable ?

Robert Castel : On ne peut avoir qu'un point de vue critique. J'ai évoqué le prolétariat du XIXe siècle lorsque le fer de lance de la production mourait d'alcoolisme à trente-cinq ans. On n'en est plus là. Les formes actuelles contenues dans la précarité appellent à repenser les processus de dissociations sociales. Ils ne sont pas identiques à ceux qui prévalaient, il y a deux siècles, mais ils semblent avoir la même fonction de délitement des solidarités et de toutes les formes qui font société.

Vous parlez même de désaffiliation ?

Robert Castel : La désaffiliation est la forme limite de ce processus. J'ai utilisé ce terme pour éviter un abus de l'usage du mot exclusion à propos de situations complètement hétérogènes. Dire d'un sans-abri, d'un jeune de banlieue ou encore d'un cadre au chômage qu'ils sont des exclus, cela ne veut plus rien dire à part qu'ils seraient dehors, dans le « hors-social ». Il faut plutôt comprendre les processus qui y mènent. Avant d'en arriver là, on est vulnérable. Ces situations doivent être analysées : elles mènent à la limite d'être déconnecté des rapports de travail, des échanges et des réseaux de sociabilité familiaux, de voisinage, de territoire...

Cette critique n'appelle-t-elle pas une transformation sociale ? Le changement a été majoritairement souhaité par les Français. Quelles réformes progressistes faudrait-il engager pour sortir de ces incertitudes ?

Robert Castel : La crise semble toujours plus profonde. En 2008, on a pu penser que devant une telle gravité les gens allaient prendre conscience qu'il fallait un changement radical. Il n'en est rien. Pour ma part, je pense que l'on peut être réformiste de gauche. Bien sûr, cela reste à prouver et passe par un repositionnement des droits. Ayant beaucoup pratiqué l'histoire sociale, j'ai appris que rattacher des droits forts au travail a sécurisé la condition ouvrière et a constitué une mutation assez fantastique par rapport à celle du prolétaire. Aujourd'hui, on ne peut pas rester aux termes exacts du compromis social des années 1970. Le nouveau régime du capitalisme se traduit par une grande mobilité. Un travailleur ne restera pas accroché à son emploi toute sa vie. Il passera par des alternances travail et non-travail. Il faut une acceptation et une maîtrise de cette mobilité. Surtout, ces transformations ne doivent pas s'accompagner de déclaration d'inemployabilité, ni conduire à jeter les gens ou à les mettre dans des situations lamentables. Cet enjeu de la sécurisation a été formulé par les organisations syndicales. Le juriste du travail Alain Supiot a proposé, lui, de donner un statut au travailleur. Les propositions qui vont dans ce sens pourraient constituer un réformisme de gauche, sauf que son contenu réel demeure problématique. Il existe plus que des nuances entre la position de la CGT et celle de la CFDT. Je n'ai pas une fonction qui me permet de dire qui a tort ou raison. Mais quelles que soient les divergences entre les syndicats de salariés, j'espère que les positions sont moins éloignées entre eux qu'avec le Medef.

Selon vous, la «propriété sociale» est constituée d'une addition de droits concédés au travail pour compenser la logique de rentabilité imposée par le capital. Mais aujourd'hui, devant la financiarisation, ne faut-il pas concevoir une «appropriation sociale» nouvelle ?

Robert Castel : Oui, cela pourrait être une façon d'entrevoir les choses. La propriété sociale, cela signifie que le travailleur est propriétaire de droits. Il y a également des propriétaires privés. Un certain nombre de droits sont irrécusables comme la santé, la retraite, etc. On pourrait énoncer six ou sept droits qui fondent un socle assurant au travailleur ses ressources de base pour que le travail continue d'être pourvoyeur d'indépendance sociale et économique. Bernard Gazier a mis en avant les « marchés transitionnels » suivant lesquels le travail est de plus en plus établi sous des formes transitionnelles. De son côté, Yves Barel a mis en évidence que le travail demeure la base de notre intégration sociale. Le travail, même s'il est moins consistant, est tout aussi important. Dans ce contexte, il faut des droits à la formation réelle pour chaque salarié. Cela est un élément nécessaire pour sécuriser le monde du travail.

Dans ces «métamorphoses» sociales, quel rôle attribuez-vous au syndicalisme ?

Robert Castel : Le rôle du syndicalisme et de la classe ouvrière révolutionnaire a été très important mais loin d'être exclusif. Henri Hatzfeld a fait une bonne analyse des composantes à l'origine des protections sociales dans son livre *Du paupérisme à la Sécurité sociale*. Il a démontré au travers d'un siècle d'histoire qu'il n'y a aucune unité au sein du mouvement ouvrier, notamment à cause de l'antagonisme réformisme/révolution et qu'il existe une nébuleuse de positions complexes. Une partie du patronat s'est ainsi ralliée un certain temps à des positions réformistes pour mettre en avant la productivité.

Dans l'ouvrage collectif *Changements et pensées du changement (1)*, vous avez accepté de dialoguer avec une quinzaine de chercheurs. Vous concluez avec un texte admirable dédié à votre professeur de mathématiques. Relier «objectif» et «subjectif», les affects et les déterminations sociales, Freud et Marx, c'est le chantier qui reste ouvert ?

Robert Castel : Je ne sais pas si ce texte est admirable mais il recoupe une conviction profonde que j'ai depuis mes études de philosophie et ensuite dans mes travaux de sociologie. Contrairement aux conceptions libérales selon lesquelles seul l'individu fait des choix et prend des risques, je pense que l'individu est un sujet social. Nous sommes tous traversés par l'histoire. Ce n'est pas seulement un décor. Cela marque très profondément nos choix, nos amours, nos peines. Nous avons une dette vis-à-vis de l'histoire. J'ai raconté cette anecdote... Très jeune, je n'aurais pas dû faire d'études. J'étais en collège technique. Un professeur surnommé « Buchenwald », ancien déporté et probablement résistant communiste, m'a un peu pris en charge en m'incitant à rejoindre le lycée. Grâce à lui et à travers lui, j'ai fait quelque chose que je n'aurais pas fait. Je crois que j'ai mené ma vie en restant fidèle au système de valeurs qu'il portait. C'est aussi cela la transmission, la solidarité entre les êtres humains. C'est l'image que l'on peut se faire de la société complètement différente de celle qui a pour seul but le profit pour le profit. De ce point de vue, les politiques sociales n'ont pas souvent tenu compte des individus. Elles ont d'abord pris en charge collectivement les membres de groupes. Dans la dernière période, notamment avec la crise, un processus se met en place visant à les placer dans le cadre de politiques des individus. Ce sont les discours qui rendent responsables les individus. Ils ont pour conséquence de ne plus accorder des droits inconditionnels en contrepartie. J'aborde cette question dans l'Avenir de la solidarité (2).

En tant que citoyen, vous êtes signataire de l'Appel des appels, est-ce que cela rejoint cette interrogation ?

Robert Castel : Oui. La position de l'Appel des appels met l'accent sur cette implication de l'individu, non pour recevoir des cadeaux qui lui tomberaient du ciel, mais pour s'inscrire dans une logique de droit. Cela renvoie à la référence première de l'Assemblée constituante de 1793 : la patrie a des devoirs envers les citoyens les plus fragiles. Le droit au secours est le noyau de la politique républicaine.

(1) Changements et pensées du changement. Collectif dirigé avec Claude Martin. Éditions La Découverte, 362 pages, 27 euros.

(2) L'Avenir de la solidarité. Avec Nicolas Duvoux. « La vie des idées », PUF, 103 pages, 8,50 euros., 8,50 euros.

Des centaines de milliers de manifestants contre l'austérité au Portugal **Que Se Lixe a Troika (« Que la Troïka aille se faire voir ! »)**

Des centaines de milliers de personnes ont envahi les rues des villes portugaises pour protester contre les mesures d'austérité dont le gouvernement pense qu'elles permettront d'éviter le plan de sauvetage et de sortir le pays de la récession.

Les manifestations, coordonnées via des médias sociaux par des groupes non engagés dans un parti politique, ont eu lieu dans tout le pays, la plus grande dans la capitale, Lisbonne.

Selon les coordinateurs, quelque 500 000 manifestants ont défilé sur un boulevard de Lisbonne vers le ministère des Finances. Beaucoup d'entre eux portaient des pancartes et

scandaient « Il est temps pour le gouvernement de s'en aller! » et « Que la Troïka aille se faire voir, rendez-nous nos vies », se référant aux bailleurs de fonds de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international.

Les gens dans la foule chantaient Grandola, une chanson de la «Révolution des œillets de 1974 qui a renversé la dictature d'Antonio Salazar et mis fin au régime militaire dans le pays. Au cours des dernières semaines des militants ont repris la chanson pour chahuter les ministres du gouvernement au cours de leurs interventions publiques.

Ce que les manifestants demandent est un changement complet de la politique du gouvernement pour relancer l'économie du Portugal au moment où le pays fait face à la pire récession depuis les années 1970.

« Les gens sont désespérés, ils voient leurs revenus chuter brutalement, leurs familles et amis sans emploi », selon le Wall Street Journal citant Nuno Almeida, un journaliste de 49 ans et l'un des organisateurs de la manifestation.

Jeudi dernier, le Premier ministre portugais Pedro Passos Coelho avait annoncé des réductions supplémentaires des dépenses comme élément d'une réforme profonde de l'État qui, disait-il, est nécessaire pour faire baisser les impôts à l'avenir.

« Ce gouvernement a mis les gens au pain sec et à l'eau, vendant des actifs de l'État pour des cacahuètes pour rembourser les dettes qui ont été contractées par des politiciens corrompus au profit des banquiers », selon Reuters citant un des manifestants, le réalisateur de cinéma Fabio Carvalho. « Si ce n'est pas aujourd'hui, les choses devront changer demain et nous devons rester dans les rues pour faire tomber le gouvernement. »

Les manifestations ont eu lieu à Lisbonne, Porto et plusieurs dizaines d'autres villes, annoncées via Internet par un groupe de militants du mouvement *Que se lixe a troika* ou « Serrez la vis à la Troïka », rapporte Reuters.

Ces manifestations ont coïncidé avec la visite trimestrielle des inspecteurs du plan de sauvetage UE/FMI.

Source: [rt.com/news/thousands-protest-austerity-portugal-734 /](http://rt.com/news/thousands-protest-austerity-portugal-734/)

Chypre

Elections en temps de crise

Auteur Yiannos Katsourides

Trois paramètres ont déterminé le contexte de la récente élection présidentielle à Chypre .

1. Les élections ont eu lieu au cours d'une période d'incertitude car la crise économique capitaliste est devenue plus intense chaque jour.
2. Il existe un sentiment général de désenchantement à Chypre et de méfiance profonde à l'égard des grandes institutions sociales et politiques (particulièrement les partis et le

personnel politiques). Cela a conduit à un affaiblissement des préférences électorales, l'augmentation de la fragmentation politique et une volatilité électorale - inhabituelle pour la société chypriote très politisée.

3. C'était la première fois à Chypre que la Gauche communiste dirigeait le gouvernement, avec l'ancien chef de parti comm président de la République. Il était difficile pour le parti communiste AKEL de gouverner un Etat membre de l'Union européenne et de préserver son identité radicale, de trouver un équilibre entre le soutien au gouvernement/président et sa propre identité. Il existait aussi des attentes très fortes de voir le parti résoudre à la fois le problème de Chypre et les questions intérieures, rendant difficile pour le parti de tenir ses promesses.

Compte tenu de ce contexte, les traits majeurs de ces élections ont été :

- Le parti de droite DISY, dirigé par Nicos Anastasiades, a obtenu 57,48 des suffrages et est revenu au gouvernement après dix ans d'isolement.
- La crise économique a supplanté le problème de Chypre pour la première fois dans l'histoire électorale du pays.
- Les sympathies partisans traditionnelles ont continué à décliner. Le taux d'abstention de vote (18,42%) a été le plus élevé dans l'histoire de l'élection présidentielle à Chypre.
- Pour la première fois, le parti communiste AKEL a rencontré des difficultés considérables à faire voter pour son candidat - une personnalité de centre gauche non membre du parti (S. Malas). Toutefois, et contrairement à ses craintes, il a réussi à se qualifier pour le second tour du scrutin en dépit d'une diminution des es résultats (26,91% au lieu de(32,67%).
- L'extrême droite chypriote grecque s'est présentée pour la première fois à l'élection présidentielle, obtenant 0,88% (3899 voix). Leur présence était plus une déclaration d'intention (en prévision des prochaines élections législatives) que la marque d'un intérêt pour l'élection présidentielle en soi.
- Le glissement idéologique vers la droite était évident dans cette campagne et s'est également reflétée dans les résultats des élections. Cela pourrait être lié au fait que pour la première fois le président était de gauche, ce qui a suscité des réactions anti-communistes et contre la gauche au sein de la population.
- Les médias ont joué un rôle différent par rapport à d'autres élections, ce qui mérite d'être noté. En dépit de l'affirmation de leur neutralité, la majorité des médias ont adopté une stratégie commune contre la gauche et en faveur d'un candidat particulier (Anastasiades).

Le système des partis : Les signes d'une recomposition ?

De nombreux Chypriotes estiment que l'emprise des partis politiques tire à sa fin. Que cela soit vrai, prématuré, ou entièrement faux reste à voir, surtout à la lumière du mémorandum que l'UE prépare, qui va probablement agir comme incubateur de changement. Toutefois, des changements sont déjà visibles.

En ce qui concerne la gauche, l'AKEL s'est retrouvée politiquement isolée pour la première fois depuis 1974. Le parti devra se pencher sur des questions fondamentales pour la période à venir et envisager de se repositionner au sein du système des partis : par exemple, les questions relatives à l'identité idéologique du parti, ses alliances sociales et politiques, etc.

L'état de grâce sera probablement de courte durée pour DISY compte tenu de la situation économique désastreuse du pays. Le nouveau président devra aborder des questions d'une importance décisive au cours des semaines et des mois à venir, notamment les privatisations des entreprises publiques et des mesures d'austérité supplémentaires.

Entretien avec Asbjørn Wahl

Ascension et chute de l'État-Providence

L'entretien a été réalisé par Vladimir Simovic et Darko Vesic (Centre des politiques d'émancipation (CPE) de Serbie).

La Norvège est considérée comme un des pays d'Europe, et au-delà, qui réussit le mieux sur le plan économique, social, etc. De ce fait, la Norvège apparaît comme un modèle pour les autres pays. Mais la vraie question est de savoir si la Norvège est une exception à l'époque du capitalisme néolibéral et de la crise qu'il a générée.

- La Norvège est actuellement dans une meilleure position que la plupart des autres pays du monde. Il y a deux raisons importantes à cela. Tout d'abord, la Norvège est bien dotée par la nature. En particulier, nous sommes pour le moment un riche producteur de pétrole (mais aussi riche en ressources halieutiques et en énergie hydro-électrique). Cela donne au gouvernement un énorme excédent annuel que la plupart des pays peuvent nous envier. Les industries pétrolières et leurs annexes ont créé des emplois à un rythme qui maintient le chômage à un niveau parmi les plus bas au monde, à 3% ou moins. Ce faible taux de chômage signifie que les syndicats sont encore relativement forts à la table de négociation.

Deuxièmement, la Norvège était déjà parmi les Etats-providence les plus développés, lorsque le pétrole a été découvert (dans les années 1960). L'équilibre des pouvoirs dans la société, en d'autres termes, rendait possible de socialiser la plupart des revenus du pétrole, ce qui distingue la Norvège de nombreux autres pays producteurs de pétrole où les grandes compagnies pétrolières et / ou les élites locales sont en mesure de s'approprier l'essentiel de la rente économique extraordinaire tirée de cette industrie. Il n'a donc été ni nécessaire, ni politiquement possible, de mettre en œuvre le même type de politiques d'austérité sévères en Norvège comme on peut le voir dans la plupart des autres pays d'Europe. Le secteur public relativement étendu, contrairement à la théorie néolibérale dominante, a également contribué à stabiliser l'économie et réduire les effets négatifs de la crise financière de 2008, et les recettes pétrolières supplémentaires ont été investies dans l'économie publique en 2008-2009 pour mieux amortir les effets de la crise.

D'autre part, nous avons vu également en Norvège des politiques néolibérales plus ou moins douces menées par les gouvernements - de droite comme de la soi-disant gauche - au cours des 30 dernières années. Il y a eu libéralisation, déréglementation et privatisation. Le système des retraites a été réformé et affaibli (pensions réduites pour la plupart des gens, moins de redistribution du haut vers le bas, individualisation plus forte des risques, etc.) Les soi-disant nouvelles méthodes de gestion publique ont été introduites dans le secteur public, de sorte que le secteur hospitalier par exemple a été orienté davantage vers le marché ; les inégalités et la pauvreté enfantine ont augmenté, et ainsi de suite. Tout cela a eu lieu d'une manière plus modeste que dans le reste de l'Europe, mais le sens est le même.

Mon point de vue est que la situation actuellement favorable en Norvège est plutôt fragile. Le pays est profondément intégré dans l'économie européenne et mondiale et donc fortement influencé par l'offensive néolibérale. Une nouvelle récession dans l'économie mondiale peut nuire fortement aux exportations de la Norvège. Si c'est le cas, le chômage va augmenter rapidement et le mouvement syndical peut donc être considérablement affaibli, un mouvement syndical qui est encore profondément marqué par l'idéologie du partenariat social, et donc moins en mesure de mobiliser pour des luttes plus conflictuelles si et quand cela devient une nécessité. J'ai souvent décrit la situation norvégienne de cette manière : Oui, il est vrai que le modèle social norvégien pour le moment reste sur le pont supérieur du navire mondial. Mais cela peut être le pont supérieur du Titanic.

Au-delà de cette position spécifique de la Norvège aujourd'hui, nous pouvons dire que les conditions historiques spécifiques ont permis l'émergence de l'État-providence après la Seconde Guerre mondiale. Pouvez-vous nous dire quelque chose à propos de l'émergence de l'État-providence ?

- L'histoire de l'État-providence est très liée au compromis de classe entre travail et capital qui s'est développé dans la plupart de pays de l'Europe occidentale dans les années 1930 ou immédiatement après la Seconde Guerre mondiale. Ainsi, l'émergence de l'État providence a été fortement influencée en Norvège aussi par les rapports de force mondiaux (y compris la révolution russe et l'existence d'un système économique concurrent en Europe centrale et orientale - y compris la nécessité pour les capitalistes de l'Ouest d'obtenir le soutien de sa propre classe ouvrière dans la guerre froide contre l'Union soviétique). En même temps, il y avait aussi de nombreuses particularités nationales qui ont donné aux états-providence des formes et des contenus différents selon les pays - et aussi des niveaux différents de développement. Même s'il y avait de nombreuses similitudes dans les pays scandinaves (Danemark, Suède et Norvège), il y avait aussi des différences.

La Norvège a historiquement jamais eu une forte classe supérieure, ni pendant la féodalité, ni sous le capitalisme. Dans un petit pays peu peuplé, les petits paysans ont formé un groupe important, indépendant et confiant en lui-même. Dans les années 1930, le mouvement syndical s'est beaucoup renforcé - basé sur une alliance de classe des travailleurs, des petits paysans et des pêcheurs possédant leurs propres bateaux. Un des effets de cette évolution est que le fascisme n'a jamais été fort en Norvège. Un autre effet est que la principale association d'employeurs a décidé de conclure un accord avec le mouvement syndical (en 1935) - la formalisation alors d'un compromis de classe élaboré. À peu près au même moment, le Parti travailliste a obtenu un soutien suffisant pour former son premier gouvernement en Norvège. C'est sur la base de ce compromis et de ces relations de pouvoir que l'État providence s'est développé en Norvège.

Ainsi, les circonstances mondiales et nationales ont joué de concert pour former les conditions préalables de l'État-providence. Au niveau mondial, c'est la menace du socialisme qui a fait que les capitalistes d'Europe occidentale ont opté pour un compromis de classe (comme un moindre mal à leurs yeux). Nous devrions également avoir à l'esprit que l'État providence n'a jamais été une demande de la classe ouvrière avant qu'il ne soit mis en place (même la notion d'« État-providence » n'existait pas). La classe ouvrière luttait pour le socialisme. Comme nous le savons, cela n'a pas réussi. L'État-providence devint alors le résultat du développement historique très spécifique qui a conduit au compromis historique entre capital et travail. Ainsi, l'État-providence lui-même est un compromis d'intérêts. C'est aussi la raison

pour laquelle l'État-providence a tant de multiples facettes et est plein de contradictions. Bien qu'il représentait un énorme progrès social pour la plupart des gens ordinaires, il est peut-être temps aussi de rappeler à un mouvement ouvrier devenu modeste que l'État providence ne constitue pas, et n'a jamais constitué l'émancipation de la classe ouvrière.

Dans les conditions actuelle de la dynamique de classe, est-il réaliste de s'attendre à un retour du système de protection sociale qui a été dominant au troisième quart du XX^e siècle ?

- Mon opinion est que l'ère de l'État-providence est terminée, ou du moins il arrive à sa fin maintenant. Ce que nous voyons en particulier dans la plupart des pays européens en crise est la destruction systématique de l'Etat-providence. La montée de l'État-providence était, comme mentionné ci-dessus, le résultat d'un développement historique très spécifique qui peut difficilement être copié d'une quelconque façon. L'État-providence est devenu possible grâce à une réglementation complète et aux restrictions qui ont été imposées au capital (le contrôle du capital, la régulation des marchés financiers, la réglementation bancaire, l'expansion rapide de la propriété publique dans de nombreux pays et - à ne pas oublier - les réformes démocratiques qui ont donné aux gens ordinaires une plus grande influence dans la vie politique). Les modifications des relations de pouvoir dans la société que nous avons connues depuis l'offensive néolibérale commencée autour de 1980 ont aboli la plupart de ces règlements, de sorte que la structure du pouvoir sur laquelle l'État-providence a été fondé a déjà disparu. Ce que nous vivons aujourd'hui est plus ou moins la période qui bénéficie aux capitalistes et aux forces politiques de droite, qui tirent profit du nouvel équilibre des pouvoirs pour se débarrasser du meilleur de l'État-providence (pas de tout - c'était le résultat d'un compromis, reflétant également les intérêts capitalistes ici et là). Se battre pour une re-création de l'État-providence dans la situation actuelle est donc relativement vide de sens. Bien sûr, nous devons défendre ce que nous avons obtenu grâce à l'État-providence, mais à plus long terme notre tâche est de rétablir notre vision d'une autre société, une société orientée vers la satisfaction des besoins des gens - et d'inventer les stratégies pour y arriver.

Pour le moment, il est certain que le système va dans une direction différente - les mesures d'austérité imposées, sous prétexte de crise, l'élimination des dernières traces de l'État-providence. La crise est utilisée comme prétexte pour concentrer le pouvoir dans les mains de la classe dominante ?

- Oui, c'est clair. Je vois que beaucoup d'hommes politiques et de syndicalistes, également à gauche, disent aujourd'hui que la politique d'austérité de la Troïka (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international) et de la plupart des gouvernements en Europe est une erreur, parce qu'elle freine la croissance économique et la création d'emplois. Ils cherchent donc à convaincre les responsables de l'UE et la Troïka de changer de politique. Je pense que c'est une mauvaise interprétation de la situation. L'objectif à court terme de la Troïka n'est pas la croissance économique et l'emploi, il s'agit en fait d'abolir l'Etat-providence et de vaincre le mouvement syndical. C'est situ au moins ce qui se passe.

L'interprétation dominante de la réalité post-socialiste en Serbie, c'est que nous sommes encore sur le chemin vers le « vrai capitalisme » et que l'adhésion à l'UE va résoudre la plupart des problèmes économiques et sociaux de notre société. De votre point de vue, que l'UE représente aujourd'hui ?

- Cela ressemble à un conte de fées politique selon moi. Qu'est-ce que le « vrai capitalisme »? Est-ce le capitalisme de l'Etat-providence d'après la Seconde Guerre mondiale (qui est maintenant de l'histoire), ou est-ce le capitalisme beaucoup plus dur, brutal et en crise, que nous voyons autour de nous aujourd'hui (et que Samir Amin nomme le « capitalisme monopoliste généralisé » ? Croire que l'intégration dans l'UE va créer un avenir prospère pour la Serbie, étant donné ce qui se passe actuellement en Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, les pays baltes, la Hongrie, la Bulgarie, etc. suppose une bonne dose d'optimisme sans fondement.

Même si l'UE a été fondée en 1958 (la CEE), avec des objectifs plus positifs, l'UE d'aujourd'hui (ses pactes et ses institutions) est le produit de l'ère néolibérale, ce qui se reflète clairement dans sa structure de pouvoir, ses politiques et sa législation. Elle agit donc activement dans l'intérêt du capital. Les politiques néolibérales d'austérité sont plus ou moins constitutionnalisées dans l'UE aujourd'hui, et le keynésianisme (ou les politiques social-démocrates traditionnels) sont interdites par la loi (curieusement soutenue par tous les partis sociaux-démocrates dans l'UE). Le fait que l'UE souffrait, dès le départ, d'un profond déficit démocratique, lui a été très favorable à cet égard. En outre, au cours des dernières années, l'UE s'est muée rapidement en un Etat supranational de plus en plus autoritaire dans l'intérêt principalement du capital financier - un développement qui est extrêmement dangereux à la lumière de l'histoire récente de l'Europe.

Nous assistons à des mobilisations de masse et des manifestations partout dans l'UE. Les syndicats jouent un rôle important dans ces événements. Pouvez-vous dans quelle mesure les syndicats, leur force et leur position dans la société ont changé au cours du dernier demi-siècle ? Dans quelle mesure les mesures d'austérité, imposées par la troïka, contribuent à paralyser les syndicats et privent les travailleurs de leur arme de base pour la protection de leurs droits ?

- Le mouvement syndical est l'objet d'attaques énormes dans l'Europe d'aujourd'hui. La Cour européenne de justice a limité le droit de grève. Les conventions collectives dans le secteur public ont été éliminées par les gouvernements dans au moins dix pays membres de l'UE, alors que les salaires ont été réduits, le tout sans négociations avec les syndicats. Une législation est en cours d'introduction au niveau national dans un certain nombre de pays afin de limiter le droit de grève et de donner aux autorités des moyens plus efficaces pour combattre les grèves par les forces de police et ainsi de suite.

En plus de cela, on donne aux forces capitalistes plus de pouvoir de plus dans la société, et des réglementations sont introduites au niveau de l'UE, ce qui le rend plus facile de s'appuyer sur les énormes écarts de salaire entre l'Est et l'Europe de l'Ouest pour faire du dumping social à l'Ouest.

Cela a provoqué une mobilisation croissante et des luttes des syndicats et des mouvements sociaux dans de nombreux pays. Cependant, le mouvement syndical en Europe a été fortement affaibli au cours de l'ère néolibérale et se bat sur des positions très défensives. Le chômage élevé et la perte énorme de syndiqués sont des traits marquants de la situation. Jusqu'à présent, il n'a donc pas été possible de développer une résistance trans-européenne coordonnée, même si les actions du 14 novembre de l'année dernière ont constitué une étape importante dans la bonne direction - lorsque les syndicats dans 6 pays de l'UE (Portugal, Espagne, Italie, Grèce, Chypre et Malte) ont mené une grève générale commune alors que les syndicats dans de nombreux autres pays ont mobilisé pour des manifestations.

Tant au niveau européen que national, la plupart des confédérations syndicales sont fortement influencées par l'idéologie du partenariat social, en accordant une grande importance à ce qu'on appelle le dialogue social alors que les employeurs ont renoncé au compromis de classe et sont passés à l'offensive pour attaquer - jour et nuit - ce qu'ils avaient accepté auparavant au nom du pacte social. Dans la situation actuelle, cela représente une impasse pour le mouvement syndical.

La Confédération européenne des syndicats (CES) a même retenu un l'idée d'un nouveau o « pacte social », qui est un nouveau compromis de classe, comme principal objectif de son action. Il semble qu'elle veut convaincre les employeurs et les politiciens qu'un nouveau compromis de classe (du genre de celui de l'après Seconde Guerre mondiale) sera « dans l'intérêt de tous ». Compte tenu des énormes luttes et des changements de l'équilibre des pouvoirs intervenus avant le compromis précédent, cela semble assez naïf, et c'est un euphémisme.

Quelles seraient vos suggestions ? Est-il possible de remettre le curseur, qui est désormais nettement du côté du capital, vers l'équilibre? Mais devons-nous nous satisfaire de l'équilibre ou continuer à faire avancer les choses ?

- J'aurais voulu dire que j'ai la réponse, mais il n'y a pas de solution miracle. Nous sommes beaucoup sur la défensive aujourd'hui, et il faudra du temps pour s'organiser, se mobiliser et construire la force sociale nécessaire pour être en mesure de répondre aux attaques frontales du capital et les Etats - et inverser ainsi la tendance. Il y a beaucoup de travail à faire parmi les travailleurs, y compris les groupes de plus en plus importants de travailleurs précaires et informels, de chômeurs, de jeunes, etc. Ensuite, nous devons établir de solides alliances sociales, d'abord au sein du mouvement syndical lui-même - et puis avec d'autres mouvements sociaux (le processus d'Altersummit - www.altersummit.eu - est intéressant à cet égard au niveau européen). Sur la base de ce que j'ai déjà mentionné, le mouvement syndical aura aussi à rompre avec l'idéologie du partenariat social, qui, dans la réalité d'aujourd'hui, représente la trace d'un impossible compromis de classe qui est déjà de l'histoire. Cela nécessitera beaucoup de discussions internes au sein du mouvement syndical.

Cependant, la réalité elle-même nous aidera dans cette discussion, car les attaques massives actuellement lancées contre les meilleurs aspects de l'État-providence, les travailleurs, les femmes, les jeunes - et contre le mouvement syndical, vont susciter une résistance dans des groupes plus nombreux de la société. C'est le début d'une nouvelle ère de la lutte sociale. Les modèles sociaux, cependant, ne peuvent pas être copiés, ni à partir des phases précédentes de l'histoire, ni de pays à pays. Les modèles sociaux sont les résultats concrets des luttes et des relations de pouvoir dans la société. Par conséquent, il n'y aura pas de « retour à l'équilibre », dans le sens du rétablissement du compromis de classe de l'après-guerre et de l'État-providence. C'est ce que nous avons eu, mais nous ne l'avons plus, justement parce qu'un compromis social ne peut être un équilibre stable. Le fait que nous sommes en train de perdre l'Etat providence montre que nous n'avons pas été assez loin la dernière fois. Le principal problème est que la question de la propriété n'a pas été traitée à fond. La propriété sociale des banques et des autres institutions financières ainsi que des moyens de production devra donc être remise à l'ordre du jour - ainsi que la démocratie, la démocratie réelle, afin de corriger les erreurs du passé dans les luttes émancipatrices de la classe ouvrière.

Rapport du séminaire

Stratégies de la gauche dans un monde précaire

Auteur Barbara Steiner

CMS ((Centre d'Etudes marxistes), l'organisation suédoise membre de transform! a organisé une journée d'étude « Stratégies de la gauche dans un monde précaire » le 16 février 2013. Il a eu lieu au Café Marx, au siège du Parti de gauche suédois, où se trouve le bureau de CMS. Différentes introductions de divers points de vue ont été faites par des participants de toute l'Europe.

Qu'est-ce que la « précarité » et « le précaire » ?

Mikko Jakonen, un universitaire et militant finlandais a présenté le terme « précarité » ainsi que son cadre théorique. La précarité en tant qu'insécurité de la vie et du travail et absence de protection du travail n'est pas un phénomène émergent « nouveau » que dans la phase post-fordiste, mais il a une certaine ancienneté. Le contexte actuel de précarité est vraiment lié au passage du fordisme au post-fordisme, des sociétés de bien être social aux sociétés de travail, c'est-à-dire la néo-libéralisation du travail et des vies. Nous avons noté la hausse du travail intellectuel et le déclin du travail industriel dans les sociétés occidentales et, simultanément, une prolétarianisation des couches moyennes, rejetant des générations entières dans une nouvelle sous-classe précaire. Ceci s'accompagne du développement de nouveaux modes de production, de nouveaux produits tels que l'informatique et les industries créatives - un processus d'ouverture du secteur de la production, la fuite de l'usine vers une possible auto-organisation du travail. On le retrouve également dans la nouvelle organisation du temps, avec la disparition de la frontière entre temps de travail et temps libre dans un nouveau rythme de vie.

Tout cela s'accompagne d'une crise des politiques de gauche et syndicales (comment organiser la classe ?) ainsi que par un fossé entre génération (générations plus âgées organisées, les jeunes vivant dans des conditions précaires non syndiqués).

Le « mouvement contre la précarité » moderne a son origine en Italie, où, en 2003, un «EuroMayDay» a été lancé, à l'initiative de groupes de « travailleurs à la chaîne ». Ces défilés du 1er mai de précaires se sont répandus en Europe assez rapidement et plutôt originaux et non conventionnels n'avaient que peu de chose en commun avec les marches ouvrières traditionnelles. Ces mobilisations sont des manifestations de la subjectivité des nouveaux travailleurs, le slogan étant « Le précaire est un nouveau prolétariat ». La question posée était de savoir si la lutte devait reconquérir d'anciens droits, des emplois stables etc, ou de se battre pour des droits entièrement nouveaux.

Pour les jeunes générations, ce nouveau travail précaire est déjà une sorte d' « état naturel ». Dans la hiérarchie du précaire, il y a des gagnants et des perdants. La nouvelle classe moyenne est jeune, a des horaires de travail flexibles, ont des emplois atypiques ou sont des travailleurs indépendants, alors que la nouvelle sous-classe est totalement dépourvue de tout droit. Dans les deux cas, la triste réalité est que la solidarité et les luttes pour l'organisation du travail deviennent difficiles, voire impossibles : sur le marché du travail précaire chacun se bat contre chacun.

Pour combattre l'individualisation et l'isolement, les mouvements précaires ont demandé

ensemble un revenu minimum.

En ce qui concerne le concept de revenu minimum, un concept de **sécurisation de l'énergie de base** a été mis au point par le PC autrichien. Barbara Steiner de Transform! Autriche a présenté ce concept comme une stratégie possible contre la pauvreté énergétique, c'est-à-dire l'absence d'approvisionnement en énergie de base, combiné avec une approche écologique.

Un autre problème croissant est celui de la privatisation du logement et de la tendance à la diminution des biens publics. Edvin S. Frid de la CMS a présenté son étude sur la situation du logement à Stockholm. Les politiques de logement visant à transformer les locations publiques en propriétés privées ont conduit à la pénurie de logements, à des prix élevés et à la ségrégation sociale et ethnique.

On a dit plus haut combien il est difficile d'organiser les travailleurs précaires. Un exemple de réussite a été donné par Erik Helgeson, docker temporaire et syndicaliste, qui a présenté l'organisation et les stratégies de lutte du travail des dockers « temporaires » du port de Göteborg. Les dockers temporaires représentent une forme singulière de travail temporaire en Suède, parce que ce n'est que dans les ports, qu'on peut être employé à titre temporaire pour une durée illimitée. Les dockers ont mis au point un système permettant de ne pas dépendre du bon vouloir de leurs employeurs, répartissant le travail eux-mêmes avec une liste tournante pour les emplois, combinée avec des d'ancienneté / priorité.

Cornelia Hildebrandt de la Fondation Rosa Luxemburg a présenté les **résultats de 10 ans de lois néolibérales en Allemagne**. Bien que le discours du gouvernement ait été « nous sommes les gagnants de la crise » et malgré le silence des mouvements sociaux en charge des questions sociales, les Allemands sont plongés dans une crise permanente. Le tournant (social-démocrate) vers le néo-libéralisme, les lois Hartz IV en particulier, ont complètement et durablement déstabilisé le système social. Les salaires connaissent une baisse depuis des années, alors que les contrats de travail temporaire ont connu une croissance rapide, en particulier dans le secteur des exportations, base du « miracle allemand ».

Les pays sous la « supervision » de la Troïka constituent des exemples de précarisation extrêmement rapide depuis le début de la crise. Stavros Panagiotidis de l'Institut Nikos Poulantzas a présenté la situation grecque. L'imposition des mesures d'austérité a provoqué une hausse du chômage, surtout chez les jeunes, la paupérisation d'une grande partie de la société et l'abolition de presque tous les droits des travailleurs. Des réseaux de solidarité, dont la conception est celle d'une participation égale dans dignité et la résistance et non de la charité, sont présentés comme des laboratoires de transformation de l'idée d'organisation de sa propre vie, d'encouragement à l'autonomie et à l'auto-organisation.

Cristina Andrade, de cul: tra, a donné un aperçu historique des luttes ouvrières au Portugal suivie d'une présentation plus détaillée de la situation récente de la précarité et de la crise. Au Portugal, un large mouvement contre la précarité est né depuis 2003, pour protester contre les emplois précaires et mal payés, le travail faussement indépendant et les stages non rémunérés. Le Portugal étant l'« élève modèle » de la Troïka. Mais le mouvement de protestation contre la précarité de la vie et les mesures d'austérité est en plein développement.

La gauche européenne rejette le cadre financier pluriannuel du Conseil

européen

Le projet d'accord du Conseil européen sur le futur cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour les sept années à venir (2014 – 2017) est inacceptable.

Cet accord ouvre la voie à sept années d'austérité et de ralentissement économique en Europe et renie la notion de solidarité européenne.

Contrairement aux déclarations officielles, les chefs d'Etat et de gouvernement proposent des coupes dans des domaines tels que le Fonds Social Européen, qui concernent principalement les vies des citoyens européens en temps de crises.

Nous remarquons avec consternation que les chefs d'Etat européens ont choisi de frapper fort sur les citoyens les plus démunis : le budget dédié à l'aide alimentaire qui était d'environ 3,5 milliards d'euros pour la période 2007-2013 sera drastiquement réduit. Il ne sera que de 2,5 milliards d'euros pour les années 2014-2020 ; en sachant qu'il couvrira alors 28 et non plus 27 Etats. La solidarité est une fois de plus sacrifiée sur l'autel de l'austérité budgétaire alors que le nombre de personnes vivant en-deçà du seuil de pauvreté dans l'Union européenne est passé de 18 à 25 millions entre 2008 et 2012. C'est un dommage qui ne peut qu'alimenter le rejet croissant de l'Union Européenne par ses peuples.

Les violentes coupes budgétaires prévues pour la politique de cohésion et la politique agricole commune, respectivement amputées de 8% et de 16%, sont la conséquence directe de cet abandon. En délaissant ces politiques, qui constituent les politiques redistributives par excellence de l'Union Européenne, la décision est prise d'oublier une fois pour toutes le projet d'une Union basée sur la solidarité.

Nous sommes totalement opposés à la direction qu'ont prise les politiques européennes. Nous rejetons sans réserve les coupes budgétaires généralisées qui pénalisent tous les citoyens européens mais d'abord et avant tout la jeunesse, les agriculteurs, les pêcheurs, les chercheurs, les universités, les collectivités locales, les projets environnementaux.

Les aides d'Etat à l'agriculture, la pêche, l'industrie, et bientôt aux collectivités territoriales sont réglementées et, dans la plupart des cas, interdites par les dispositions des Traités établissant les règles du marché intérieur. La réorientation vers l'agriculture paysanne, plus respectueuse de l'environnement et des agriculteurs est totalement absente. La PAC continuera de bénéficier aux plus grandes exploitations et à celles qui polluent le plus. Sans les programmes européens financés à la hauteur des besoins et des enjeux, tout ce qui concerne la vie quotidienne des citoyens européens sera gravement atteint s'il n'y a pas de possibilité d'octroyer une aide budgétaire nationale supplémentaire.

Dès à présent, nous appelons tous les membres du Parlement Européen à poursuivre les efforts amorcés pour rejeter les politiques d'austérité sur lesquelles se sont entendus les chefs d'Etats et de gouvernement. L'Union européenne ne saurait et ne peut se résumer à une Europe libérale ayant pour unique objectif le seul marché commun. A ce rythme, l'idéal d'une Europe unie est condamné.

Nous ne pouvons accepter que des compétences étatiques soient systématiquement transférées des Etats à l'Union européenne pour que les politiques confiées se retrouvent sans cesse

budgetairement affaiblies.

Nous militons avec fierté, unité et cohérence, pour un cadre financier pluriannuel de l'Union européenne qui ne prolonge pas l'austérité imposée aux Etats membres parce que nous savons que l'austérité ne mènera jamais à rien de positif, quel que soit le niveau auquel elle est appliquée.

Le vote sur la résolution du Parlement européen sur les Conclusions du Conseil européen sur le cadre financier pluriannuel ira au-delà de la dimension économique et sociale qui nous est si chère. De manière plus discrète mais tout aussi sérieuse, il en va aussi du respect du peu de démocratie européenne existant. Si le Parlement européen valide la décision des chefs d'Etats, il renoncera du même coup à ses pouvoirs de décision.

En effet, les dispositions des traités accordent au Conseil européen, qui rassemble les chefs d'Etats et de Gouvernement nationaux au niveau européen, le droit de déterminer le montant global du cadre financier pluriannuel et les montants globaux de chaque rubrique (cohésion, agriculture, etc.). Mais le Conseil a pris en otage les quelques instruments légaux de la démocratie européenne existant en définissant le cadre financier pluriannuel de l'Union Européenne 2014-2020 dans ses moindres détails. Le Parlement européen est donc mis devant le fait accompli et ne peut que l'accepter ou le rejeter en bloc ; cela excède largement les compétences des chefs d'Etat et de Gouvernement. C'est tout à fait inacceptable.

Nous rejetons totalement le cadre financier pluriannuel 2014-2020 proposé comme nous avons rejeté tous les mécanismes austéritaires, du Semestre européen au « Two pack », en passant par le « 6 pack », le MES et le traité Merkozy.

Nous avons besoin d'une autre Europe, refondée pour devenir une vraie démocratie. Une Europe dotée d'un budget redistributif, sans l'austérité en contrepartie, afin de permettre à tous ses citoyens de bien y vivre. C'est pour cette Europe-là que nous nous battons.

Nous adressons une solennelle mise en garde. La politique d'austérité sans fin et le pouvoir autoritaire des chefs d'Etat et de Gouvernement sur les budgets nationaux font coïncider reculs sociaux, recul de la souveraineté et recul de la démocratie. La résistance du peuple est inéluctable. Elle ne connaîtra pas de limite.

Strasbourg, le 13 mars 2013

Signataires :

Alexis Tsipras, Président de Syriza

Jean-Luc Mélenchon, co-Président du Parti de Gauche

Cayo-Lara, Coordinateur fédéral d'Izquierda Unida

Catarina Martins, co-Présidente de Bloco de Esquerda

João Semedo, co-Président de Bloco de Esquerda

Katja Kipping, co-Président de Die Linke

Bernd Riexinger, co-Président de Die Linke

Martine Billard, co-Présidente du Parti de Gauche

Pierre Laurent, Secrétaire national du Parti Communiste Français

Younous Omarjee, GUE/NGL

Nikolaos Chountis, GUE/NGL

Jürgen Klute, GUE/NGL

Marisa Matias, GUE/NGL

Jiri Mastalka, GUE/NGL
Alda Sousa, GUE/NGL
Lothar Bisky, GUE/NGL
Marie-Christine Vergiat, GUE/NGL
Hénin Jacky, GUE/NGL
Cornelia Ernst, GUE/NGL
Patrick Le Hyaric, GUE/NGL
Miloslav Ransdorf, GUE/NGL
Sabine Wils, GUE/NGL
Gabriele Zimmer, GUE/NGL
Sabine Lösing, GUE/NGL
Helmut Sholz, GUE/NGL
Gregor Gysi, Die Linke au Bundestag
Martina Michels, Comité des Régions
Diether Dehm, Die Linke au Bundestag
Wulf Gallert, Die Linke au Bundestag
Dimitrios Papadimoulis, Syriza au Parlement hellénique
Francis Wurtz, Ancien président de la GUE/NGL

26 mars 2013 – 30 mars 2013

transform! europe au FSM 2013

Entrée libre

<http://www.fsm2013.org>

Programme

Ateliers organisés par transform! europe

Mercredi 27 mars

09.00 – 11.30

Quel nouveau type d'internationalisme pour lutter pour la paix ?

Co-organisateur : Mouvement de la Paix

Intervenants : Yousef Habash (Health Work Committees HWC, Palestine), Lydia

Samarbakhsh (Responsable des relations internationales, PCF, France), Yousef Habash

(Palestine), Helmut Scholz (Parlementaire européen Groupe GUE/NGL, Allemagne), Willy

Meyer (GUE/NGL, Espagne), un représentant du Mouvement de la Paix, Reiner Braun

(directeur exécutif de IALANA et membre de la direction du bureau international pour la Paix (IPB))

Modérateur : Walter Baier (transform!)

13.00 – 15.30

Quelle responsabilité de l'Europe pour favoriser un nouveau mode de développement dans les pays de la Méditerranée ?

Co-organisateur: CADTM, Raid ATTAC Tunisie

Intervenants : Christine Mendelsohn (Parti de la gauche européenne), Marie-Christine Vergiat

(parlementaire européenne du groupe GUE / NGL, France), Fabio Amato (Italie), Mamdouh

Habashi (Egypte), Fatih Chamki (Raid Attac Tunisie, CADTM), Gus Massiah (IPAM, France), Vassilios Chatzilambrou (Député de Syriza, Grèce)
Modératrice : Carla Luis (transform!, Cultra, Portugal)
Salle : Lecture 3

Jeudi 28 mars

09.00 - 11.30

Face aux politiques d'austérité et aux formes autoritaires de gouvernement, comment définir une nouvelle ambition démocratique ? (préparation à l'Alter Sommet)

Co-organisateurs : CIDEFE, FAE (Féminisme pour une Autre Europe), Alter Sommet
Intervenants : Fatih Chamki (Raid Attac Tunisie), Solange Cidreira (EAF, France), Anita Giuriato (EAF, Italie), Monika Karbowska (EAF France Pologne) , Abir Hmida (Front populaire Tunisie), Alda Sousa (GUE / NGL, Portugal), Hervé Kempf (essayiste, journaliste, France), Francine Mestrum (Global Social Justice, Belgique), Paul Murphy (GUE / NGL, Irlande)

Modérateur : Roberto Morea (transform! Italie)
Salle : M 202

09.00 - 11.30

Culture scientifique et culture technique : démocratie et enjeux de société

Co-organisateurs : FMSD (Forum Mondial Sciences et Démocratie), FMST (Fédération Mondiale des Travailleurs Scientifiques)
Intervenants : Josette Rome Chastanet (FMST), Janine Guespin (transform!), un représentant du FMSD
Salle : C

13.00 - 15.30

Quelle articulation entre les mouvements sociaux et citoyens et les forces politiques de transformation dans le contexte de la crise mondiale? (préparation à l'Alter Sommet)

Co-organisateurs : Collettivo Prezzemolo, Mémoire des luttes, Alter Sommet
Intervenants : Immanuel Wallerstein (historien, USA), Natassa Theodorakopoulou (Grèce), Christian Pilichowski (syndicaliste, France), Mouvement Indignados (Grèce), Aliou Sané (Y'en a marre, Sénégal), Bernard Calabuig (FASE, France), Collettivo Prezzemolo (Italie)
Modérateur/trice : Chantal Delmas (Espaces Marx), Christophe Ventura (Mémoire des Luttes)
Tente S1

16.00 – 18.30

Les nouvelles constructions à gauche pour dépasser le fractionnement (fronts, coalitions ...) : avancées et obstacles.

Intervenants : Jilani Hammami (Front Populaire Tunisie), Pierre Laurent (Président du Parti de la gauche européenne), Babacar Diop "Buuba" (professeur d'histoire, Université de Dakar, membre du Forum Social Africain. Participation à la campagne présidentielle de 2012 en tant que membre de la Coalition), Théano Fotiou (député de Syriza, Grèce), Walter Baier (transform!), Obey Ament (Espaces Marx, Amérique latine.

Modératrice : Elisabeth Gauthier (transform!, Espaces Marx)
Salle : AM2

16.00 – 18.30

Féminisme et révolution

Co-organisateurs : FAE (Féminisme pour une Autre Europe), Osez le Féminisme, UniEs Vers Elles, Collectif féministe « Ruptures »

Intervenants : Chiraz Bitrou (Forum Il Al Amam, Tunisie), Nadia Chaabane (ANC, Al-Massar Partie, Tunisie), Marisa Matias (GUE / NGL), Josette Rome Chastanet (FAE), Abir Hmida (Patriotes démocrates Tunisie) Nicoletta Pirotta (FAE, Italie), Monika Karbowska (CADTM, FAE France Pologne), Walter Baier (transform!), Tina Tesija (Centre d'Etudes féministes de Zagreb Croatie), Feministes indignates (Espagne), Sissi Vovou (féministe, Grèce)

Modératrice : Josette Rome Chastanet (transform !, FAE)

Tente Femmes

Vendredi 29 mars

09.00 à 11.30

Appropriation sociale et auto-gestion

Co-organisateurs : Association pour l'Autogestion, Rouges et Verts

Intervenants : Chantal Delmas (Espaces Marx), un représentant des Rouges et Verts, des syndicalistes, Mouvement coopératif (Brésil)

Modératrice : Chantal Delmas

Salle : M219

09.00 – 11.30

Quel changement de logique économique pour répondre aux besoins sociaux, écologiques et faire vivre la coopération ? Une alternative à la logique concurrentielle. (préparation à l'Alter Sommet)

Co-organisateur: CIDEFE

Intervenants : Jean-Marie Haribey (conseil scientifique d'Attac, France), Hervé Kempf (journaliste, auteur), Søren Bo Søndergaard (GUE / NGL), Paul Fourier (co-animateur d'International European Space, CGT)

Modératrice : Elisabeth Gauthier (Espaces Marx, transform! Europe)

Salle : M 20

Left Forum (Vasemmistofoorumi de Finlande), organisation membre de Transform ! organise l'atelier

Apprendre avec le Sud.

Entretiens sur les pédagogies globales de pouvoir et de transformation. Comment les mouvements et les organisations de l'hémisphère Nord peuvent-ils apprendre les uns des autres et avec les pays du Sud ?

La date et l'heure ne sont pas encore communiquées.

ISW (Institut d'Études Sociales, Écologiques et Économiques de Munich, Allemagne) organisation membre observateur de Transform ! organise l'atelier

Justice climatique mondiale

Jeudi 28 mars
09.00 – 11.30
Intervenant : Helmut Selinger (ISW)

Des modifications peuvent encore être apportées au programme.
Les lieux manquants seront communiqués par la suite.

Séminaire du groupe de travail transform! Bruxelles 20 mars 2013 - Quelle politique méditerranéenne de l'UE ?

Bruxelles

Le groupe de travail de Transform! Europe débute son programme 2013 de séminaires traitant de la question centrale du rôle de l'UE dans le monde.

A la fin de ce mois, Tunis accueillera la Forum social mondial, plaçant la politique de l'UE en direction des pays de la Méditerranée au centre de l'agenda politique des mouvements sociaux. Les révolutions démocratiques et populaires du Printemps arabe ont surpris l'UE qui avait développé une politique de voisinage basée sur l'accès aux marchés de l'UE et à l'aide au développement en échange de la libéralisation en faveur des investisseurs européens et au contrôle des migrations africaines. Le nouveau service européen d'action extérieure ne semble pas avoir servi ni à prévoir le Printemps arabe, ni à coordonner la politique étrangère et de sécurité des pays membres de l'UE dans ce domaine, ni à développer une stratégie de démocratisation cohérente, fondée sur les principes politiques du traité de Lisbonne pour les relations extérieures.

Pour discuter de la politique méditerranéenne de l'UE, nous proposons trois contributions traitant respectivement des accords de libre-échange de l'UE avec les pays de la Méditerranée, de la politique migratoire de l'UE dans le cadre de ces relations et quelles perspectives alternatives possibles les mouvements sociaux et politiques européens peuvent-ils impulser pour changer cet état des choses.

Lieu : Espace Marx, 4 rue Rouppe, 1000 Bruxelles

Pour vous inscrire à l'initiative et au dîner : wgbrussels@transform-network.net

Programme

Mercredi, 20 mars 2013, de 19.00 à 21.00

Présentations:

Michel Cermak (Chargé de Recherche et de plaidoyer 'Travail décent' au CNCD)
Marie-Christine Vergiat (MEP GUE/NGL – Front de Gauche, membre du comité LIBE et

de la Délégation pour les relations avec les pays du Maghreb et de l'Union Arabe du Maghreb)

Claire Mandouze (membre du bureau de la Fondation Leopold Mayeret)

Modérateur : Thierry Leguay (Groupe de travail transform! Bruxelles)

Le séminaire sera suivi d'un dîner-buffet avec boisson

Séminaire du groupe de travail transform! Bruxelles 20 mars 2013 - **Focus sur l'Europe centrale et orientale** 11 avril 2013 – 12 avril 2013 Bruxelles

Entrée gratuite

Le séminaire traite de l'évolution économique, sociale et politique, la situation du mouvement syndical et les défis de la politique et syndical Gauche.

Le Forum social Europe est un réseau européen de syndicalistes.

Lieu : Parlement européen, Bruxelles, salle ASP 1 G 2

Contact: klaus.draeger@europarl.europa.eu

Programme

Ordre du jour provisoire
Jeudi 11 avril 2013

15.00 à 15.15

Accueil par Gabi Zimmer (GUE / NGL président) et Horst Schmitthenner (FSE)

15.15 - 16:00

Vingt ans de transition économique en Europe centrale et orientale
Milica Uvalic, économiste, Université de Pérouse, Italie

La montée de la droite radicale en Europe centrale et orientale

Jiří Maštálka, député européen, groupe GUE / NGL, République tchèque

16,00 à 16,30

Discussion, Remarques finales

16,30 à 17,30

La situation du mouvement syndical en Europe centrale et Europe de l'Est
Grigor Gradev, Secrétaire exécutif, Conseil régional paneuropéen
Marek Tosil, président OSCMS DPP syndicale, République tchèque

Petre Damo, président régional, Syndicat des enseignants, de la Roumanie

Le nouveau marché du travail en Europe - état de la réglementation de l'UE
(Affichage de l'application de la directive les travailleurs, l'assistance en escale directive)
Thomas Händel, député européen, groupe GUE / NGL, Allemagne

17.30 à 18.00 :
Discussion, Remarques finales

18.00 à 18.30 :
Calendrier et planification pour la prochaine rencontre GUE / NGL et FSE

Vendredi 12 avril 2013

09.00 à 12.30:

Réunion du Forum social européen - Réseau des syndicalistes

1. Rapport sur les conflits syndicaux dans le secteur de la construction à Chypre, sur Legoland et dans le secteur des transports publics à Athènes

Tim Lubecki (NGG, DE) et Søren Kruse (3F, DK) sur le différend Legoland

Pieris Pieri (PEO, Chypre); N.N. (Grèce)

2. Le nouveau marché du travail en Europe: la migration des travailleurs, l'exploitation et le dumping social - et notre réponse

Eduardo Chagas, Secrétaire général, Fédération européenne des travailleurs des transports:
Dumping social dans le transport routier

Roy Pedersen, LO Oslo, Norvège: Comment travailleurs de la construction à Oslo réussi à organiser les travailleurs migrants:

3. Mise à jour sur la résistance contre les politiques d'austérité en Europe - y compris les actions le 14 novembre 2012, le processus du Sommet Alter et l'eupéanisation de la lutte Fausto Durante (CES Comité exécutif, CGIL), le 14 novembre 2012 et mars 2013 actions de suivi.

Walter Baier (coordonnateur transform! Europe) sur le processus de l'Alter Sommet

4. Questions diverses

Traduction de ces deux réunions : FR, DE, NL, IT, FR, DA, EL, ES, PT, SV, CS

Atelier du groupe de travail des économistes de transform!

11 avril 2013 - 12 avril 2013

Etat de la crise européenne, le « choc de compétitivité », alternatives

11 avril 2013 – 12 avril 2013 Paris France

transform! europe invite au premier atelier du Groupe de travail des économistes de

transform!. Les langues de travail seront le français et l'anglais.

Lieu: Espaces Marx, 6 av. Mathurin Moreau, 75019 Paris

Métro: Colonel Fabien

Contacts:

Maxime Benatouil: benatouil@transform-network.net

Elisabeth Gauthier: elgauthi@internatif.org

Programme

Jeudi 11 avril

13h00 : Accueil des participants

13h30 à 19h30

Etat de la crise en Europe. Pouvons-nous partager une analyse commune des causes de la crise en Europe et des alternatives ?

- Evaluation de l'état de la crise et du débat sur les « scénarios pour sortir de la crise »
- Discussion basée sur la présentation d'un Powerpoint sur les causes de la crise et les alternatives conçu par Richard Detje et Joachim Bischoff

Cette séance de travail que nous voulons hautement interactive a pour but de s'opposer - parmi les économistes provenant de régions différentes d'Europe - aux analyses sur les causes de la crise en Europe, six ans après 2007, et de s'intéresser aux caractéristiques des alternatives qui en résultent. Cette discussion peut aboutir à un Powerpoint construit comme outil utilisable dans des initiatives de transform!, ainsi qu'à un document de référence.

Vendredi 12 avril

09.30 à 12.30

Déploiement du « choc de compétitivité » en Europe - Quelle critique, quelles alternatives ?

- Analyse de l'offensive en France (rapport Gallois, les projets gouvernementaux, etc)
- Evaluation des 10 ans de Hartz IV en Allemagne
- Défis clés européens de la stratégie de compétitivité

Avec les contributions de Jacques Rigaudiat (co-auteur du rapport « Getting Over with the Competitiveness » avec la compétitivité", la Fondation Copernic et Attac), Jean-Christophe Le Duigou (économiste, syndicaliste), Joachim Bischoff (revue "Sozialismus"), Steffen Lehndorff (économiste, université de Duisburg), et un représentant de la Fondation Rosa Luxemburg.

Ce premier échange permettra de comparer les objectifs, les stratégies politiques (selon les pays et les Gouvernements en place), la dimension européenne de l'offensive de « compétitivité », la nature des propositions alternatives sur le plan social et politique.

14h00 à 16h00

Développements à venir du Groupe de travail des économistes

Définition de projets communs

Méthodes de travail

Les versions imprimées de l'Euromemorandum 2013 sont disponibles

L'approfondissement de la crise dans l'UE : le besoin d'un changement fondamental

La version imprimée de l'EuroMemorandum 2013 publié par Transform ! Europe, intitulé « L'approfondissement de la crise dans l'Union européenne. Le besoin d'un changement fondamental » est disponible en anglais, français et allemand. La version grecque est disponible sous forme de fichier électronique.

L'EuroMemorandum est édité par le groupe des Économistes européens pour une politique économique alternative et a reçu le soutien de plus de 450 économistes.

Pour commander la brochure, contacter nos organisations membres:

Espaces Marx (version française) : espaces_Marx@internatif.org

Sozialismus (version allemande) : redaktion@sozialismus.de

Nicos Poulantzas Institute (version grecque, électronique) : info@poulantzas.gr

Lien : www.euromemo.eu